

# Document

## La régression des libertés a continué en France en 2008 selon la LDH (10.04)

### **AP – 09.04**

Le recul des droits et libertés en France s'est encore aggravé en 2008, confirmant une tendance accélérée par l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, selon le tableau annuel sur l'état des droits de l'Homme dans le pays rendu public jeudi par la LDH. Au centre des inquiétudes de la Ligue des droits de l'Homme: la mise en place d'une "société de surveillance". Lire la suite l'article

"Que ce soit sur l'évolution de la législation, les pratiques administratives et policières ou sur la montée des fichages des citoyens, nous citons toute une série de faits très documentés et difficilement contestables", a déclaré le président de la LDH, Jean-Pierre Dubois, qui signe l'introduction de ce rapport publié chaque année depuis 2004.

Joint au téléphone jeudi par l'Associated Press, il a dit s'inquiéter de la montée des politiques sécuritaires: "Aujourd'hui, il y a deux fois plus de prisonniers en France qu'il y a 30 ans. De la même façon, le nombre de gardes à vue a doublé en huit ans. Que s'est-il passé en si peu de temps? Les Français sont-ils devenus fous ou bien quelqu'un est-il arrivé au pouvoir?"

En huit chapitres et 128 pages, l'édition 2009 intitulée "Une société de surveillance?" dresse un état des lieux assez noir de la situation des libertés en France.

"En 2008 comme en 2007, c'est au rythme auquel l'Etat pénal avance que l'Etat social recule", écrit Jean-Pierre Dubois dans son introduction. "Ainsi les citoyens sont perdants sur le terrain des libertés, et sur celui des droits sociaux", note le président de la LDH, par ailleurs professeur de droit public à Paris XI.

Les auteurs des chapitres qui suivent -avocats, professeurs, enseignants, communicants ou journalistes membres de la LDH- traitent tous du thème de la "surveillance" et le déclinent pour leur sujet.

Fichiers informatiques, caméras de sécurité, contrôle aux frontières, lutte contre le terrorisme... La LDH recense tous les sujets qui posent problème et met en garde contre la "montée de la surveillance généralisée".

Interrogé sur le caractère pessimiste du rapport 2009 publié aux éditions La Découverte, Jean-Pierre Dubois s'est défendu de faire dans l'outrance. "Si vous voulez me faire dire que la France, ça n'est pas la Chine, je confirme: nous vivons bien dans une démocratie", s'est exclamé Jean-Pierre Dubois.

"Mais c'est justement parce que la France est une démocratie qu'elle doit obéir à des standards élevés en matière de droits et de libertés", a-t-il ajouté, avant de conclure: "A la LDH, nous alertons les citoyens sur le fait que, sans qu'on s'en aperçoive, la société est en train de changer."